

Maître d'Ouvrage :

**EHPAD DU BADBRONN
18 rue de l'Ortenbourg
67730 CHATENOIS**



MAISON DE RETRAITE
DU BADBRONN

Selon arrêté SRA N°2025/A105 en date du 16 avril 2025

Désignation des travaux :

**Fouille archéologique préventive au n°18 rue de
l'Ortenbourg à CHATENOIS**

Date et heure limites de réception des offres

Mardi 27 mai 2025 à 10h00

R.C.

Règlement de Consultation

Article 1 : Objet de la consultation

L'EHPAD du BADBRONN projette de restructurer et d'étendre la maison de retraite à CHATENOIS. A ce titre, un diagnostic archéologique a été réalisé en février 2025 et a mis à jour un établissement daté de l'âge des métaux. Considérant que ce projet d'aménagement entraînera la destruction de ces vestiges et que leur sauvegarde par l'étude est indispensable, la DRAC a prescrit des fouilles complémentaires, objet de la présente consultation.

Article 2 : Etendue de la consultation

Procédure

La procédure engagée est une procédure adaptée en application du 1° de l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique.

Tranches optionnelles

Le présent marché comprend 1 tranche ferme et 2 tranches optionnelles.

La maîtrise d'ouvrage pourra affermir la/les tranche(s) optionnelle(s) susvisée(s) par ordre de service au titulaire pendant le déroulement de la tranche ferme.

En cas de retard ou d'absence d'affermissement de la/les tranche(s) optionnelle(s), le titulaire ne pourra bénéficier d'aucune indemnité.

Si le candidat ne présente pas la tranche optionnelle, l'offre sera irrégulière et donc rejetée.

Le présent marché n'est pas alloti et ne comporte aucune variante ou prestation supplémentaire éventuelle.

Durée

Le délai d'exécution des travaux est laissé à l'initiative du candidat qui devra le préciser à l'acte d'engagement, sans toutefois dépasser le délai plafond indiqué à l'acte d'engagement et le délai minimal indiqué dans le planning prévisionnel. Le délai indiqué ne tient pas compte de la période de préparation. Si le candidat omet de compléter l'article 4 de l'acte d'engagement, le délai qui sera pris en compte sera le délai plafond.

Article 3 : Conditions de la consultation

Modifications au marché public

Le maître de l'ouvrage se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique).

Visite de site

La visite de site est libre d'accès et conseillée.

Unité monétaire

La monnaie utilisée est l'euro.

Délai de validité des offres

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Conditions de participation des concurrents

Le marché public peut être conclu soit avec un opérateur économique individuel, soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

En cas de candidature sous forme de groupement, il est rappelé que la lettre de candidature (DC1) doit être signée par tous les membres du groupement. Il doit aussi impérativement préciser la désignation du mandataire, qui sera le seul interlocuteur du groupement pour le Pouvoir Adjudicateur.

Chaque membre du groupement joint à sa candidature toutes les pièces demandées au présent règlement, sous peine d'élimination du groupement dans sa totalité.

Le Pouvoir Adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché public.

Sous-traitance

Le marché public peut faire l'objet d'une sous-traitance telle que définie aux articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le soumissionnaire fournit au Pouvoir Adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du marché public emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement. Lors de la notification, le titulaire remet au Pouvoir Adjudicateur le contrat de sous-traitance.

Mode de financement et de règlement du marché

Les dépenses relatives au présent marché sont financées par imputation au budget de l'EHPAD du BADBRONN.

Le mode de règlement choisi par la personne publique est le virement, dans le délai global de paiement de 30 jours et dans les conditions fixées au CCAP.

Garantie et cautionnement

Conformément aux articles R2191-32 à R2191-35 du code de la commande publique, une retenue de garantie de 5 % sur le montant total du marché sera prélevée automatiquement par le comptable public sur les règlements du marché dans les conditions fixées au CCAP.

Article 4 : Contenu et conditions d'obtention du dossier de consultation

Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est constitué des pièces suivantes :

- Le règlement de consultation,
- L'acte d'engagement,
- Le planning prévisionnel,
- L'arrêté SRA N°2025/A105 en date du 16 avril 2025 dont l'annexe 2 constitue le cahier des charges scientifique,
- Le rapport de diagnostic préventif du site de février 2025,
- Le CCAP,
- Le CCTP.

Obtention du dossier consultation

Le DCE est remis gratuitement à chaque opérateur économique qui en fait la demande.

Les opérateurs économiques ont la possibilité de télécharger le DCE dans son intégralité à l'adresse internet suivante :

<https://alsacemarchespublics.eu/>

Il est recommandé aux candidats de consulter régulièrement la plateforme. Ils pourront s'authentifier sur le site et indiquer notamment une adresse de courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions, rectifications ou réponses aux éventuelles questions de candidats.
Seuls les candidats qui se seront identifiés pourront en effet être informés desdits éventuels compléments, précisions, rectifications ou réponses aux questions de candidats.
Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique n'est autorisée.

Article 5 : Renseignements complémentaires – Modification du DCE

Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les opérateurs économiques devront faire parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite dans les conditions définies ci-dessous.

Les renseignements d'ordre technique et administratif pourront être obtenus par voie électronique :

<https://alsacemarchespublics.eu/>

Modifications du dossier de consultation

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date de remise des offres, des modifications de détails au dossier de consultation.

Les opérateurs économiques devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente sera modifiée en fonction de cette nouvelle date.

Article 6 : Contenu des plis à constituer

Chaque candidat devra produire un dossier complet rédigé en langue française, comportant l'ensemble des pièces justificatives relatives à sa candidature, ainsi que l'ensemble des pièces relatives à son offre.

Les pièces à produire sont les suivantes :

- Documents relatifs à la candidature
 - La lettre de candidature modèle DC1 ou équivalent dûment signée ;
 - La déclaration du candidat modèle DC2 ou équivalent et reprenant les mêmes éléments que demandés dans l'avis d'appel à la concurrence ;
 - Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'entreprise candidate le cas échéant.
 - Présentation d'une liste de travaux similaires exécutés au cours des cinq dernières années (année, montant, bénéficiaire).
 - Déclarations, certificats et attestations obligatoires,
 - Déclaration indiquant les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement,
 - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature,

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

- Documents relatifs à l'offre
 - L'Acte d'Engagement, dûment complété et signé ;
 - La Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire proposée par l'entreprise, pour la tranche ferme et les tranches conditionnelles, précisant le nombre de jour par intervenant et par phase ainsi que le détail des coûts horaires,
 - Le cahier des charges scientifique signé,
 - Le planning complété et signé,
 - Le projet scientifique d'intervention (cf. descriptif article 8),
 - Le CCAP et le CCTP signés.

- Rappel sur l'acte d'engagement et ses pièces annexes
Concernant l'avance, l'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement. Par défaut, il sera considéré que le soumissionnaire refuse l'avance.

Article 7 : Modalités de remise des plis

Conformément à l'article R2132-7 du code de la commande publique, le Pouvoir Adjudicateur impose la transmission des candidatures et des offres par voie électronique.

Aucune transmission par voie postale ou en main propre ne sera acceptée (hors copie de sauvegarde).

Toute transmission des plis par une autre voie que la voie dématérialisée (postale ou main propre) entraînera le rejet de l'offre.

Transmission par voie dématérialisée

Le Pouvoir Adjudicateur impose aux soumissionnaires de déposer leur pli, contenant les candidatures les offres à constituer suivant les dispositions mentionnées à l'article ci-avant, par voie électronique, avant la date et l'heure limites fixées en page 1 du règlement de consultation, sur le site suivant :

<https://alsacemarchespublics.eu/>

Tout autre envoi dématérialisé (courriel par exemple) ne pourra être accepté.

Copie de sauvegarde

Les soumissionnaires peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde » - l'identification de la procédure concernée et les coordonnées du soumissionnaire. Elle est transmise à l'adresse suivante :

EHPAD DU BADBRONN

18 rue de l'Ortenbourg

67730 CHATENOIS

Non-respect des dates et heures limites

Les plis doivent parvenir au plus tard avant les dates et heures limites indiquées sur la première page du présent règlement.

Les candidatures et les offres reçues hors délais sont éliminées en application des dispositions de l'article R2151-5 du code de la commande publique.

Article 8 : Critères de sélection et de jugement des offres

Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, le Pouvoir Adjudicateur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Dans le cas où des erreurs : de multiplication, d'addition ou de report, de confusion d'un prix de base avec une plus-value, seront constatées dans l'état des prix forfaitaires figurant dans l'offre d'un concurrent et confirmées par ce dernier, le montant de son offre sera rectifié pour le jugement de la consultation.

Pour attribuer le marché public au soumissionnaire qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, le Pouvoir Adjudicateur se fonde sur les critères ci-dessous avec leur pondération :

- Critère financier – 60% des points :
Ce critère « Prix des prestations » sera analysé sur la base du prix indiqué dans l'Acte d'Engagement toutes tranches confondues.

En cas de discordance constatée dans une offre, le prix indiqué à l'acte d'engagement prévaudra sur celui porté dans le chiffrage détaillé du candidat. Le candidat sera invité à mettre ce chiffrage en cohérence avec le prix de l'acte d'engagement.

- Critère technique – 40% des points :
 - o Une notice explicitant le projet scientifique d'intervention de l'entreprise – notice de maximum 6 pages comprenant :
 - Les modalités de réalisation de l'opération archéologique prescrite, notamment les méthodes et techniques employées
 - Les mesures de prévention des risques
 - Les mesures de prévention en matière d'hygiène et de sécurité
 - Les moyens matériels et humains prévus
 - o Les pièces justifiant des conditions d'emploi du responsable scientifique sélectionné pour l'opération
 - o Le justificatif de l'agrément du candidat (périodes du Néolithique et des âges des métaux)
 - o Le planning et les délais

Article 9 : Négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations.

Après réception et examen des offres, il est établi un premier classement des offres.

Cependant une phase de négociation pourra être engagée au choix du Maître d'Ouvrage.

Cette négociation aura lieu avec les candidats de son choix en respectant l'ordre de classement avant négociation.

A l'issue de cette phase de négociation un nouveau classement sera effectué.

Les négociations pourront porter soit sur les prix, soit sur l'offre technique, ou sur les 2 critères mais dans le respect de l'égalité de traitement des candidats.

En cas d'égalité entre plusieurs candidats, le candidat retenu sera celui qui aura obtenu la meilleure note au critère le plus fortement pondéré.

Article 10 : Attributaire du marché public

L'attributaire est le soumissionnaire arrivant en tête du classement final.

Il a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse qui est retenue provisoirement.

Conformément à l'article R2144-4 du code de la commande publique, le soumissionnaire retenu pour se voir attribuer le marché public devra justifier qu'il ne relève pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché. Ainsi il devra remettre dans le délai indiqué par le Pouvoir Adjudicateur dans sa demande :

- Les attestations sur l'honneur justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L2141-1, L2141-4 et L2141-5 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L5212-1 à L5212-11 du code du travail ;
- Les certificats fiscaux et sociaux délivrés par les administrations et organismes compétents conformément à l'arrêté du 25 mai 2016 (JORF n°0126 du 1er Juin 2016, texte n°32) ;
- Pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail le cas échéant ;
- Extrait K, extrait K bis, extrait D1 ou, à défaut, document équivalent ;
- La copie du ou des jugements prononcés lorsque l'entreprise est en redressement judiciaire ;
- Attestations d'assurance civile en cours de validité.

A défaut, l'offre du soumissionnaire classée suivante sera choisie.

Article 11 : Communication des résultats

Tous les soumissionnaires, retenus ou non, seront avisés des résultats de la consultation, conformément aux articles L2181-1, R2181-3 et R2181-4 du code de la commande publique.

Article 12 : Recours

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal Administratif de Strasbourg

31, avenue de la Paix - BP 51038

67070 Strasbourg Cedex

Téléphone : 03 88 21 23 23

Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr